

Eléonor BRETON

Docteure en sociologie du Conservatoire national des Arts et Métiers (Cnam)

Qualifiée aux fonctions de maître de conférences en sociologie et en science politique

Franco-australienne

Adresse professionnelle : Cnam - LISE, 1LAB40, 2 rue Conté, 75003 Paris

06 75 83 21 92

breton_eleanor@yahoo.fr

Ma page professionnelle [ici](#)

RECHERCHE

Objets de recherche

- Instruments d'action publique
- Dimension territoriale de l'action publique
- Réformes de l'État et des collectivités
- Pouvoir local
- Travail administratif et politique
- Financements publics
- Gouvernance multi-niveaux
- Aménagement du territoire

Sous-disciplines de recherche

- Sociologie des organisations
- Sociologie du travail et des administrations
- Sociologie de l'action publique
- Sociologie des institutions

Thèse

La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015) – soutenue le 9 décembre 2019.

1^{er} prix de thèse du GRALE (Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe)

ENSEIGNEMENTS

261 heures enseignées au Cnam et à l'Université Paris-I, niveau Bac + 2 à master

Principaux enseignements

- CM et TD « Champs de la sociologie », Bac+2
- TD « Socio-dynamique des organisations et stratégies d'acteurs », licence
- TD « Initiation aux questions du travail et de l'emploi », licence et Bac+2

SOMMAIRE

1. Parcours et formation universitaire.....	p. 3
2. Activités de recherche.....	p. 4
2.1 Post-Doctorat.....	p. 5
2.2 Thèse.....	p. 5
2.3 Publications.....	p. 5
2.4 Participation à des manifestations scientifiques.....	p. 7
2.5 Autres activités collectives et animations scientifiques.....	p. 8
3. Activités d'enseignement.....	p. 8

1. PARCOURS ET FORMATION UNIVERSITAIRE

J'ai été formée en science politique essentiellement à l'Université Paris-I, de ma première année de double-licence jusqu'au master recherche. Après une expérience professionnelle de deux ans comme cadre en collectivité locale, je suis revenue dans le champ de la recherche au Conservatoire national des arts et métiers grâce à l'obtention d'un contrat doctoral en sociologie proposé à des candidats déjà engagés dans une vie professionnelle non académique.

2012-2019

DOCTORAT EN SOCIOLOGIE AU LISE (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, UMR 3320, Cnam/CNRS) : *La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015)*

Directrices de thèse : Marie-Anne Dujarier, professeure de sociologie (Université Paris-VII, LCSP et LISE) et Brigitte Gaïti, professeure de science politique (Université Paris-I, CESSP).
Membres du jury : Philippe Bezes (CNRS, Sciences Po), Didier Demazière (CNRS, Sciences Po), Anne-Cécile Douillet (Université Lille 2), Olivier Giraud (CNRS, Cnam), Marie-Vic Ozouf-Marignier (EHESS).

La réalisation de la thèse a été financée par un contrat doctoral (2012-2015) puis un contrat d'ATER (2015-2017) au Cnam.

2011-2012

Directrice adjointe de la direction Éducation et Enfance, Ville d'Asnières-sur-Seine.

- Coordination des services internes et des partenaires (Éducation nationale, parents d'élèves, société de restauration, etc.) dans le cadre de projets éducatifs et de la gestion des moyens des écoles.
- Gestion du contrat avec le prestataire de restauration.
- Assistance des élus municipaux dans leurs missions liées à l'éducation et à l'enfance (préparation de notes d'informations, de courriers, des réponses de la ville dans le cadre des conseils d'écoles, etc.).

2009-2010

MASTER 2 RECHERCHE EN SCIENCE POLITIQUE - SOCIOLOGIE ET INSTITUTIONS DU POLITIQUE
Université Paris-I

Titre du mémoire : *Candidater à un appel à projet. L'histoire d'un apprentissage discret des normes de l'action publique locale. Le cas d'un appel à projet FEDER en Région*, sous la direction de Brigitte Gaïti.

2008-2009

MASTER 2 PROFESSIONNEL EN SCIENCE POLITIQUE - ACTION PUBLIQUE TERRITORIALISEE
Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence

2007-2008

MASTER 1 DE SCIENCE POLITIQUE

Université Paris-I et Université de Stockholm (Suède)

2004-2007

BI-LICENCE HISTOIRE / SCIENCE POLITIQUE

Université Paris-I

2. ACTIVITES DE RECHERCHE

Mes axes de recherche portent sur les transformations de l'action publique contemporaine dans un contexte de recomposition des relations entre les niveaux de collectivités locales et de réformes de l'Etat. J'analyse ces questions à partir des instruments des politiques territoriales, comme les instruments de financement (contrats d'action publique entre collectivités, appels à projets), les instruments de connaissance, comme les diagnostics territoriaux, ou encore les politiques de déconcentration des collectivités. L'étude des usages dont ces instruments font l'objet permet de mettre en évidence les investissements qui président à la construction d'un rapport politique sur un territoire et de capacités de gouvernement des institutions. Cette perspective permet également de comprendre comment les enjeux d'aménagement du territoire sont travaillés par des « luttes de juridiction » territoriale entre les acteurs. La gouvernance multi-niveaux est ainsi saisie dans les jeux de concurrence que régulent ces dispositifs, incorporant pour certains des éléments de nouveau management public. Dans ce cadre, je porte une attention particulière au rôle des administrations des collectivités locales dans les entreprises de légitimation politique induites par la compétition territoriale ainsi que dans la production d'outils d'expertise. Mes recherches articulent ainsi des problématiques relatives à l'organisation du pouvoir local (*politics*) et celles relevant des outils des politiques publiques (*policies*), en particulier des politiques constitutives, structurant le fonctionnement des institutions.

Je saisis ces changements essentiellement par la recomposition des pratiques de travail des acteurs politiques et administratifs et par leurs produits (écrits du travail, organisation et division du travail administratif et politique, fabrique de dispositifs, outils de gestion, etc.). Dans ce cadre, je m'intéresse également aux réformes managériales de l'Etat et à la manière dont elles sont mises en œuvre, par le biais des recompositions du travail des agents et des recompositions des concurrences institutionnelles qu'elles génèrent.

Je travaille pour cela à partir d'un matériau varié (archives, littérature grise, observation participante, entretiens), articulant des niveaux d'analyse micro et macro-sociologiques. Les hypothèses que je développe croisent donc des questionnements issus de la sociologie politique des institutions, de la sociologie de l'action publique – en particulier territoriale – et de la sociologie du travail et des administrations.

2.1. POST-DOCTORAT

Depuis septembre 2020, je suis post-doctorante au CEET (Centre d'études de l'emploi et du travail) dans le cadre d'une convention avec Météo-France. Ma recherche porte sur les réorientations des activités et de l'organisation de Météo-France, articulées notamment à un changement scientifique et technique de modèle de prévision météorologique.

2.2. THESE

La thèse – *La raison du territoire départemental. La contractualisation comme instrument de revendication d'une juridiction territoriale par les conseils généraux. Le cas d'un conseil général (2001-2015)* – analyse la contractualisation des subventions mise en place par les conseils généraux à destination des collectivités locales infra-départementales. Ces politiques de territorialisation de l'action publique s'inscrivent dans des dynamiques de recomposition des rapports de pouvoir entre les collectivités locales. A partir d'une étude de cas, la thèse montre comment les « contrats de territoire » sont construits et mis en œuvre, dans les années 2000, comme des instruments devant permettre au conseil général, fragilisé par les réformes des institutions locales, d'exercer une emprise sur son territoire alors que celle-ci ne va pas de soi.

La confection de règles, d'organisations du travail, de savoirs et d'outils statistiques et cartographiques, contribue à structurer une « raison du territoire » départemental. Ces ressources constituent pour le conseil général de nouveaux appuis qui lui permettent d'endosser un rôle d'« expert-prescripteur » de l'aménagement de son territoire. J'ai saisi empiriquement les processus qui concourent à la revendication de cette juridiction territoriale par le conseil général à partir de l'analyse des multiples investissements matériels et idéels qu'elle suppose et des relations politico-administratives qui la trament.

Cette approche à hauteur d'acteurs m'a permis de mettre en évidence les rapports d'interdépendance et les asymétries qui configurent les relations politiques locales et de saisir les limites d'une telle entreprise. Elle interroge ce que les instruments de gouvernance, comme la contractualisation, et les tentatives de contrôle politique qu'ils renferment peuvent nous apprendre sur les formes contemporaines de gouvernement local et d'inscription territoriale du pouvoir. Dans le fil de mes ambitions de croisement disciplinaire et, plus généralement, de multiplication des angles d'approche des objets, la thèse cherche à articuler une sociologie de l'action publique « en train de se faire », une sociologie du pouvoir local, et une sociologie du travail politique et administratif.

2.3. PUBLICATIONS

- DIRECTION DE NUMERO DE REVUE

– Codirection, avec Gwenaëlle Perrier, du numéro *Injonctions modernisatrices* de la revue *Politix* (n°124, 2018).

La co-direction de ce numéro est issue de journées d'études co-organisées avec

Gwenaëlle Perrier (MCF, Université Paris-XIII) dont la visée programmatique consistait à faire du travail dans les administrations un analyseur des transformations de l'action publique en articulant ainsi sociologie du travail et sociologie politique (« Penser l'action publique par le travail de ses acteurs », juin 2015).

○ ARTICLES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

– « Répondre à l'appel (à projets). Récits d'un apprentissage silencieux des normes de l'action publique patrimoniale », *Politix*, n°105, 2014, p. 213-232.

Cet article valorise les principaux résultats d'une enquête de terrain effectuée dans le cadre de mon mémoire de master à Paris-I, qui portait sur le développement de l'instrument « appel à projets » dans l'action publique locale. J'y analyse le processus de candidature de collectivités locales – et plus particulièrement le travail des chargées de mission qui en avaient la responsabilité – à un appel à projets régional FEDER portant sur le patrimoine culturel. Je montre comment cet instrument de plus en plus utilisé s'inscrit dans le spectre des modes incitatifs de gouvernement se réclamant du principe de subsidiarité, tout en mettant en lumière des dynamiques silencieuses d'autodiscipline, masquées par des apparences de choix. L'article revient en particulier sur les processus d'apprentissage et d'investissement des chargées de mission pour conformer les projets proposés aux normes de l'appel à projets.

– « Politique des mots d'ordre réformateurs. Le travail administratif face aux injonctions modernisatrices de l'État », *Politix*, n°124, 2018, p. 7-32 (avec Gwenaëlle Perrier).

Dans le cadre du numéro de revue que j'ai co-dirigé avec Gwenaëlle Perrier, nous avons publié un article introductif partant de l'énigme d'un décalage entre les injonctions à la modernisation, la simplification ou l'efficacité de l'État censées reposer sur la recomposition du travail des agents, et l'ignorance de ce même travail par les réformateurs. Notre analyse s'appuie sur différents terrains investigués par les différents contributeurs du numéro et affectés par les réformes de « modernisation de l'État » (la politique du maintien de l'ordre, celle de l'emploi, la lutte contre la pauvreté, l'évaluation des politiques publiques, le contrôle des comptes) et donnent à voir différents volets des réformes de modernisation de l'État, allant des fusions organisationnelles à la montée en puissance de l'impératif évaluateur, en passant par la déclinaison de mots d'ordre réformateurs comme la territorialisation, le partenariat et les expérimentations sociales. Nous y développons notamment des hypothèses sur les configurations qui font malgré tout « tenir » ces réformes, en abordant le travail de mise en visibilité de ces dernières par les agents, ainsi que sur les formes d'*agency* et de capacités à faire qu'elles ouvrent à certains.

○ CHAPITRE D'OUVRAGE COLLECTIF

– « “Simplifier” l'action publique locale ? Les coûts de la rationalisation des relations financières entre collectivités territoriales. Le cas de la contractualisation mise en place par un conseil général français », in Vandelli (L.), Guérard (S.), dir., *L'impact de la crise économique sur les collectivités locales en Europe*, Clermont-Ferrand, Éditions Institut universitaire Varenne, 2017, p. 405-423.

Cette contribution porte sur les coûts de la contractualisation des relations financières entre collectivités locales. Elle s'appuie sur l'enquête de terrain réalisée dans le cadre de la thèse, et plus spécifiquement sur l'étude de cas développée dans cette dernière. Elle montre comment la mise en place de la contractualisation par les conseils départementaux, visant à allouer plus « rationnellement » des ressources financières aux collectivités infra-départementales, induit toute une série de contraintes et d'investissements, liés à la production de nouveaux appuis à l'action des acteurs. Ces coûts se lisent au travers de la constitution de nouveaux savoirs, de l'apprentissage de nouveaux savoir-faire et de l'investissement d'un nouveau rôle institutionnel, qui équipent la stratégie de légitimation du conseil départemental vis-à-vis des collectivités infra-départementales et de recomposition de leurs relations politiques.

○ NOTE DE LECTURE

– Recension de l'ouvrage de Didier Demazière et Patrick Le Lidec, dir., *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages* (2014), dans *Sociologie du travail*, 58 (1), 2016.

○ TRADUCTION

– Traduction depuis l'anglais d'un entretien avec Arend Lijphart, « La négociation dans les démocraties majoritaires et de consensus », *Négociations*, n°21, 2014, p. 13-19.

2.4. PARTICIPATION A DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

J'ai eu l'occasion de présenter certaines hypothèses de mon travail de thèse lors de colloques internationaux de sociologie et de science politique (IPSA, SASE, OLA, JIST), dont trois fois en langue anglaise, ou lors de congrès nationaux de sociologie (AFS) et de science politique (AFSP).

○ COLLOQUES

– « Se saisir de son territoire par la contractualisation de ses aides financières. La politique de soutien aux communes et EPCI des conseils départementaux », *Colloque international IDEP 2016 (interdisciplinarité dans les études du politique) – La gouvernance multiniveaux au carrefour des disciplines*, Marne-la-Vallée, 15-16 septembre 2016.

– « When competition overrides collaboration. How contractual agreements in French local governments can reinforce hierarchical orders and leadership in a context of financial and political crisis », *24^{ème} Congrès de l'International Political Science Association*, Poznań (Pologne), 23-28 juillet 2016.

– « Prescrire pour exister. Expertise et nouvelle professionnalité dans l'action publique locale », *15^{ème} Journées internationales de sociologie du travail*, Athènes (Grèce), 11-13 mai 2016.

– « Contractualiser les subventions aux collectivités locales : un instrument de légitimité politique en situation de restriction budgétaire ? », *13^{ème} Congrès de l'Association française de science politique*, Aix-en-Provence, 22-24 juin 2015.

– « “Simplifying” local public action ? The costs of rationalising financial relations between local authorities », *Colloque du réseau européen OLA (Observatory on local autonomy) – Simplification of Local Administration in Europe : Levels and Dimensions*, Bologne (Italie), 30-31 octobre 2014.

– « The Tools of Retrenchment Policies. The Shaping and Uses of a “Policy Contract” in French Local Governments, between Legitimization and Depoliticization », *26^{ème} Conférence de la SASE (Society for the Advancement of Socio-Economics)*, Chicago (États-Unis), 10-12 juillet 2014.

– « Répondre à un appel à projets. Ou comment s’effectue l’imposition discrète des normes de l’action publique », *5^{ème} Congrès de l'Association française de sociologie*, Nantes, 2-5 septembre 2013.

○ JOURNEES D’ETUDES

– « Objectivation scientifique et enjeux de loyauté auprès d’agents d’une collectivité locale en contexte de participation observante », *Doctoriales de l'Association française de science politique*, ateliers ETHNOPOL, Paris, 22 juin 2016.

○ ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

– Co-organisatrice du séminaire « Météo et SHS » (depuis septembre 2020).

– Co-organisatrice, avec G. Perrier, des journées d’études : « Penser l’action publique par le travail de ses acteurs », Paris, 16 et 17 juin 2015 (Cnam et Université Paris-XIII).

– Co-organisation des journées d’étude de l’axe « Travail » du LISE : « A quoi nous sert l’activité pour comprendre le travail ? », Paris, 29 et 30 avril 2014 (Cnam).

2.5. AUTRES ACTIVITES COLLECTIVES ET ANIMATION SCIENTIFIQUE

– Élu(e) au Conseil de l’École doctorale Abbé-Grégoire du Cnam (2016-2017).

– Responsable du séminaire des doctorant-e-s du LISE (2013-2014).

– Co-organisatrice de l’atelier « Enseignement » du LISE (2013-2014).

– Co-organisatrice des journées doctorales de l’École doctorale Abbé Grégoire du Cnam (22-23 mai 2013).

3. ACTIVITES D’ENSEIGNEMENT (261 H)

Mon expérience d’enseignement est liée à l’obtention d’un contrat doctoral avec mission d’enseignement (2012-2015) puis d’un poste d’ATER (2015-2017) au Cnam (au total 261h, en travaux dirigés ou en cours magistraux, incluant 12h de séminaire en science politique à Paris-I assurés comme vacataire). Mes enseignements couvrent différents

champs de la sociologie, qu'il s'agisse de la sociologie du travail (travail, emploi, organisations), de la sociologie de l'école, de la famille ou de la ville, comprenant des séances consacrées aux méthodes d'enquête des sciences sociales. J'ai enseigné à différents niveaux, de bac+2 jusqu'au master, en grande partie auprès de publics découvrant la sociologie. J'ai également eu l'occasion d'encadrer des mémoires de master 1. Depuis septembre 2020, j'enseigne dans le master Politiques publiques et stratégies pour l'environnement à AgroParisTech.

Tableau récapitulatif des enseignements dispensés (2013-2017)

Intitulés	Volume horaire (total)	Forme pédagogique	Niveau de formation	Année	Diplôme
1. « <i>Champs de la sociologie</i> »	62h	CM et TD	Niveau 3 (Bac+2)	2015-2016 2016 - 2017	Titre professionnel RNCP « Chargé d'accompagnement social et professionnel »
2. « <i>Sociologie de l'emploi</i> »	24h	CM	Master	2015-2016 2016 - 2017	Master Caferuis, Travail et GRH (convention avec l'École supérieure de travail social)
3. « <i>Socio-dynamique des organisations et stratégies d'acteurs</i> »	96h	TD	Licence	2013 -2014 2014-2015 2015-2016 2016-2017	Licence Intervention sociale, parcours « Coordonnateur de projets collectifs en insertion »
4. « <i>Méthodologie de la recherche</i> »	3h	CM	Master	2015-2016	Master GRH et sociologie du travail
5. « <i>Sociologie des relations financières dans l'action publique locale</i> »	12h	Séminaire	Master	2016-2017	Master de Science politique, parcours « Action publique territoriale » (Paris I)
6. « <i>Les nouvelles approches de la sociologie des organisations</i> »	24h	TD	Master	2014-2015	Master GRH, parcours Travail et développement social (<i>entre autres</i>)
7. « <i>Initiation aux questions du travail et de l'emploi</i> »	40h	TD	-Licence -Niveau 3 (Bac+2)	2013-2014 2014-2015	Titre professionnel RNCP « Chargé d'accompagnement social et professionnel » (<i>entre autres</i>)